

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS
EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2017-2018**

ADMINISTRATION MUNICIPALE	Montant 2017-2018	RÉSUMÉ
01 – Bas-Saint-Laurent		
MRC de Témiscouata	27 500 \$	En s'appuyant sur la planification stratégique de la table de concertation COSMOSS Témiscouata et les priorités établies par le comité de sécurité publique, la MRC de Témiscouata souhaite poursuivre la mise en œuvre des mesures pour améliorer l'accompagnement des jeunes vers les ressources appropriées sur son vaste territoire. Le maintien d'une deuxième ressource en travail de rue aura pour effet d'améliorer considérablement l'offre de services auprès des jeunes, ainsi que de renforcer les efforts de la communauté en vue d'accroître sa sécurité par la diminution des principaux types de crime commis dans la région.
MRC de la Matapédia	27 500 \$	La MRC de la Matapédia est engagée, depuis 2011, dans une vaste opération de planification stratégique intitulée <i>L'écoterritoire habitée</i> . Visant l'amélioration globale de la qualité de vie des citoyens, sa mise en œuvre est prévue de 2015 à 2025. Le ministère de la Sécurité publique poursuit son soutien des actions visant à bonifier les services de proximité de base auprès de la population en situation de marginalité ou qui risque de commettre des délits.
MRC de Rimouski-Neigette	27 500 \$	Dans un souci de planifier, d'organiser et d'implanter des actions qui s'inscrivent dans un continuum prévention/répression, la MRC de Rimouski-Neigette souhaite poursuivre la mise en place des mesures inscrites à l'orientation « Sécurité des citoyens » de la Politique familiale de Rimouski et les étendre à l'ensemble du territoire de la MRC. Le maintien d'une équipe de travail de rue opérationnelle sur l'ensemble du territoire permettra de favoriser l'amélioration du sentiment de sécurité chez les citoyens et de réduire le nombre de délits.
MRC de La Matanie	27 500 \$	Directement en lien avec la mise en œuvre d'actions issues des politiques familiales municipales des onze localités qui forment la MRC de La Matanie, en plus d'être conforme aux priorités établies par la Sûreté du Québec, le maintien d'un deuxième travailleur de rue vise à poursuivre la bonification et la diversification du service en place et à augmenter la fréquence et la régularité à laquelle les jeunes peuvent avoir l'occasion d'interagir et de développer une relation de confiance avec les intervenants de proximité. Afin de bonifier le service de travail de rue, le travailleur de rue continuera d'intégrer de nouveaux milieux afin d'élargir la clientèle rencontrée.
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean		
Ville de Desbiens	25 000 \$	Le comité consultatif de la Ville de Desbiens a dressé le portrait diagnostique de sécurité à partir d'une consultation de la population il y a 3 ans. Le constat a non seulement fait ressortir le besoin de rendre la 7 ^e Avenue plus sécuritaire, mais aussi des d'autres problèmes de sécurité publique importants, dont la surveillance du sentier isolé, le vandalisme, l'entretien hivernal et les escarpements dangereux. Pour contrer ces situations, les efforts seront concentrés sur une voie piétonnière réservée sur la 7 ^e Avenue munie d'une passerelle pour traverser la rivière McDonald, mais surtout sur la mise en œuvre d'un programme d'animation après-école pour offrir aux jeunes à risque des activités permettant de prévenir la délinquance.

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS
EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2017-2018**

Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	25 000 \$	La Municipalité de Saint-Félix-d'Otis souhaite poursuivre ses actions pour améliorer la sécurité sur son territoire. Pour ce faire, des moyens simples, dont l'amélioration de l'offre d'activités après-école, sont prévus. La création d'un calendrier facilitera l'accès aux activités de loisirs et évitera l'exode de jeunes vers l'arrondissement de La Baie. Étant donné que les événements qui permettent de regrouper différentes générations sont également très bénéfiques, la Municipalité travaille présentement à l'élaboration d'autres activités encadrées.
03 – Capitale-Nationale		
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	12 000 \$	La Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures prévoit poursuivre les mêmes activités de prévention de la criminalité dans ses parcs avec son programme Sécuri-Parc. Deux préventionnistes sillonneront les parcs aux heures les plus critiques de l'été. La Ville appréhende toutefois que la légalisation de la marijuana suscite davantage d'interventions et/ou des demandes d'information dans les lieux publics. Deux rencontres du comité Sécuri-Parc, une avant et l'autre après l'été, permettront de préciser les directives et de constater leur application en période estivale. L'implication des partenaires sera la même, et des rencontres de coordination permettront de faciliter la communication entre tous les acteurs du projet.
Conseil de la Nation huronne-wendat	50 000 \$	Afin de trouver des solutions durables à certains problèmes de sécurité publique dans la communauté, les principaux partenaires du milieu de la Nation huronne-wendat de Wendake ont établi un diagnostic exhaustif de la situation et produit un plan d'action en conséquence. Le diagnostic permet de réaliser que la problématique numéro 1 à Wendake est la consommation d'alcool. Le comité du plan d'action élaborera un plan en lien avec cette problématique.
04 – Mauricie		
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	42 500 \$	Le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan est aux prises avec plusieurs problématiques de sécurité concernant les jeunes de son territoire. Parmi elles se trouvent la dépendance aux drogues et à l'alcool, les méfaits, le vandalisme et le suicide. Afin de contrer ces situations, le conseil continuera de mettre en place plusieurs mesures s'inscrivant dans le Plan stratégique préliminaire 2016-2020, dont le maintien d'un service de travail de rue ainsi que d'un programme d'animation après-école.
05 – Estrie		
MRC de Coaticook	27 500 \$	En 2015-2016, la Table réseau 0-17 ans de la MRC de Coaticook, qui réunit une trentaine de partenaires multisectoriels, a réalisé une démarche de planification décrivant les principales problématiques sur lesquelles les partenaires souhaitaient travailler. Cette démarche a mené à l'adoption du Plan concerté d'amélioration de la santé et du bien-être des jeunes de 0 à 17 ans. Cette planification établit comme priorité l'amélioration de l'offre de services de proximité aux jeunes présentant des comportements à risque, des troubles de santé mentale et/ou des problèmes de consommation de drogues et d'alcool.
Ville de Granby	25 000 \$	Dans le cadre du Plan d'action de la Politique familiale de la Ville de Granby, une approche préventive misant sur la proximité et sur la présence dans les milieux à risque a été privilégiée. La stabilité caractérisant l'offre de services auprès des jeunes vivant en HLM a permis d'établir des liens de confiance, et la Ville souhaite maintenir le cap sur les objectifs initiaux. Deux objectifs

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS
EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2017-2018**

		seront accentués au cours de l'année, soit rejoindre davantage les 13 à 16 ans et continuer à stimuler la collaboration des parents. C'est dans ce contexte que la Ville de Granby bonifiera son programme d'animation après-école en HLM.
07 – Outaouais		
MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	37 000 \$	L'insécurité entourant la véloroute située dans le parc linéaire de la Vallée-de-la-Gatineau a fait l'objet d'un sondage réalisé auprès des usagers. Un diagnostic a été posé et la MRC entend mettre en place des mesures et des actions inscrites à son plan d'action. La MRC a conclu, le 24 novembre 1995, un bail de 60 ans avec le gouvernement du Québec pour aménager et gérer un complexe récréotouristique sur l'ancienne emprise ferroviaire. Comme le bail prévoit l'occupation du terrain seulement aux fins de pratique d'activités sportives, de loisirs et de plein air, on croit qu'en offrant un environnement sain et sécuritaire, la véloroute verra son achalandage augmenter. Des policiers de la Sûreté du Québec et le comité de suivi assureront la sensibilisation des usagers et des résidents.
11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		
Ville de Gaspé	25 000 \$	La Ville de Gaspé assurera la poursuite des actions mises en place à la Maison de quartier située dans un quartier d'HLM, à quelques kilomètres du centre-ville. Le financement du ministère de la Sécurité publique permettra de maintenir en poste l'intervenant jeunesse. Cette ressource offre aux jeunes une programmation riche et variée entre 15 h et 18 h : aide aux devoirs, activités extérieures, activités culturelles et sorties spéciales. Enjeu important pour la Ville de Gaspé, le maintien des activités après-école à la Maison de quartier est une demande exprimée par le milieu et s'inscrit dans le plan d'action de la Ville.
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	50 000 \$	La démarche de diagnostic de sécurité a été encadrée par le comité d'accompagnement en prévention de la criminalité. Les rencontres ont permis, entre autres, d'élaborer les stratégies de collecte des données et de réfléchir aux enjeux de sécurité en fonction des caractéristiques spécifiques de l'archipel et de ses insulaires. Ces rencontres ont facilité le bon déroulement de chacune des étapes et la rédaction du plan d'action. La deuxième année permettra de réaliser des actions préventives agissant sur l'ensemble des facteurs, dont la mise en œuvre d'une démarche de revitalisation des milieux par l'innovation sociale, soit par l'implantation du programme Voisins solidaires.
MRC de La Côte-de-Gaspé	55 000 \$	Après avoir élaboré une première démarche de planification des actions en matière de criminalité, la MRC de La Côte-de-Gaspé entend poursuivre les activités en continuité, soit la bonification du service de travail de rue et la mise en place de mesures préventives découlant du plan d'action. Aucun comité de suivi n'a été créé puisque les organismes et les partenaires du projet sont déjà mobilisés dans une démarche intégrée et intersectorielle en développement social à l'échelle de la MRC. Par contre, un comité informel, composé du directeur général de la MRC, du directeur du programme jeunesse du CISSS, du chargé de projet et de l'organisateur communautaire, assure la coordination de l'ensemble.
MRC du Rocher-Percé	60 000 \$	Les activités de prévention de la criminalité figurant au plan d'action s'inscriront en continuité et s'appuieront sur le diagnostic de sécurité de la MRC du Rocher-Percé. Ces dernières viendront bonifier les différentes politiques citoyennes (familiale, MADA, sports, loisirs et culture) en soutenant les facteurs de protection tout en se préoccupant de la pérennité des actions. La priorité sera donnée aux problèmes de consommation d'alcool, de drogues et de médicaments, et des actions de prévention, de promotion et d'information seront entreprises auprès des municipalités en raison de la légalisation du cannabis. La bonification d'un service

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS
EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2017-2018**

		de travail de rue et un programme d'animation après-école doivent également voir le jour dans cette MRC. Le suivi sera assuré par le comité de travail en place et sera bonifié par de nouveaux partenaires.
Municipalité de New Carlisle	54 610 \$	La Municipalité de New Carlisle a réalisé le diagnostic de sécurité permettant ainsi de circonscrire clairement les activités criminelles les plus répandues sur son territoire, et d'en établir les causes profondes. Un plan d'action a été mis en place pour résoudre les situations problématiques constatées. La prochaine étape consiste à concevoir un service de travail de rue à New Carlisle. Le CISSS de la Gaspésie contribuera à cette démarche par la participation du service d'organisation communautaire au comité de suivi et par le partage de connaissances pertinentes concernant le service de travail de rue.
12 – Chaudière-Appalaches		
MRC de L'Islet	30 000 \$	Le conseil de la MRC a réalisé le diagnostic et élaboré le plan d'action de la MRC de l'Islet. La vision générale a pour objectif principal de briser l'isolement social des personnes en situation de vulnérabilité. Deux axes sont pris en compte : améliorer l'accès aux organismes ressources pour les personnes aux prises avec des enjeux de sécurité et augmenter l'utilisation des outils par les familles faisant face à des enjeux de sécurité. Le comité régional assurera le suivi et la mise en œuvre du plan d'action.
MRC de Robert-Cliche	25 000 \$	À la suite de la participation de représentants de la Maison des jeunes à la Table des maires de la MRC de Robert-Cliche, un projet d'animation après-école a été mis sur pied en collaboration avec les écoles. La Maison des jeunes a coanimé les premières rencontres pour assurer l'intégration de l'animateur et le bon déroulement du projet. Malgré quelques correctifs mineurs, il semble que l'horaire, le choix et la durée des activités conviennent aux jeunes. L'ambiance est amicale et agréable, et l'animateur est apprécié. Pour les enseignants et le personnel non enseignant, ce projet est très porteur et ils en font la promotion auprès des élèves plus à risque. Cette initiative s'inscrit en cohérence avec différents plans d'action locaux.
14 – Lanaudière		
Ville de Saint-Gabriel	27 500 \$	La Ville de Saint-Gabriel compte réaliser les actions issues des priorités du Plan d'action de prévention de la criminalité et du Plan d'action du comité de revitalisation qui visent la bonification des services de proximité offerts à la population. Le maintien en poste de la ressource supplémentaire engagée l'an dernier permettra de développer les liens créés, de pénétrer des milieux où les risques de criminalité sont les plus élevés et d'avoir accès plus facilement aux cellules familiales à risque.
15 – Laurentides		
Ville de Mirabel	25 000 \$	La Ville de Mirabel désire poursuivre l'élaboration d'une structure et mettre en place une équipe intégrée en intervention continue des dossiers liés à des problèmes de santé mentale. Cette équipe, dont fait partie un professionnel civil, sera amenée à travailler conjointement avec les policiers dans des situations complexes qui demandent des pratiques partenariales solides et innovatrices. Cette personne-ressource permettra au service de police de concentrer ses efforts sur les interventions policières, tandis qu'elle s'occupera, de son côté, de l'aspect social des interventions.

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS
EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2017-2018**

Ville de Mont-Tremblant	27 500 \$	La poursuite de la mise en œuvre de mesures issues de la Politique familiale de la Ville de Mont-Tremblant permet d'assurer un environnement sain, sécuritaire et propice à l'épanouissement. Ces actions visent l'amélioration de la sécurité dans certains lieux ciblés (l'école secondaire, le parc Jasey-Jay Anderson et le parc de planche à roulettes) et favorisent un nouveau dynamisme au centre-ville avec l'aménagement d'un nouvel espace public propice aux rassemblements de jeunes.
MRC d'Argenteuil	77 500 \$	La réalisation d'une démarche de planification des mesures préventives de la criminalité a doté le territoire d'un outil permettant de renforcer la capacité de la communauté d'agir sur les plans de la violence conjugale, de la santé mentale et de l'itinérance, ainsi que d'accroître la sécurité et le sentiment de sécurité de la population. Cette démarche s'inscrit dans le Plan d'action de la planification stratégique 2013-2017 de la MRC d'Argenteuil. Les orientations et les actions se dégageant du plan d'action seront mises en œuvre pour une deuxième année consécutive. De plus, le maintien d'un travailleur de rue supplémentaire sur le territoire de Lachute permettra d'améliorer la synergie et de maximiser les ressources avec les partenaires du milieu.
Ville de Saint-Colomban	47 500 \$	Ayant connu entre 2011 et 2016 une croissance de population de 22,5 % sur son territoire, la Ville de Saint-Colomban désire réaliser un diagnostic de sécurité et se doter d'un plan d'action afin de faire face aux réalités nouvelles qui découlent de cet accroissement démographique. Ce diagnostic permettra de produire un état de situation et un bilan des problèmes sociaux et physiques qui ont une incidence sur la sécurité du milieu. Dans cette perspective, la deuxième année du projet sera largement consacrée à la mise en œuvre des actions prioritaires du plan d'action de Saint-Colomban sur la sécurité de la collectivité.
Ville de Sainte-Thérèse	50 000 \$	Les villes de Sainte-Thérèse, de Boisbriand, de Rosemère et de Lorraine désirent se doter d'une ressource afin de mettre en place une démarche structurée entourant la planification des interventions dans le but de prévenir la criminalité en lien avec les populations vulnérables. La poursuite du projet permettra la mise en place de mesures préventives au sein de ces quatre villes.
16 – Montérégie		
Ville de Beauharnois	52 500 \$	Le projet a comme objectif de réduire considérablement la criminalité et les actes de délinquance dans les villes de Beauharnois et de Salaberry-de-Valleyfield par le biais du travail de rue, de l'animation de milieu et de l'implication des jeunes à risque dans un projet préventif. Ce projet s'inscrit dans la Politique de la famille et des aînés de Beauharnois et dans la Politique de développement social de Salaberry-de-Valleyfield. Le financement permettra de maintenir la bonification des heures d'intervention et d'animation des acteurs de première ligne qui travaillent auprès des jeunes. De plus, les maisons de jeunes des deux villes pourront continuer d'ouvrir leurs portes après l'école pour prévenir les actes criminels.
Ville de Belœil	27 500 \$	La Ville de Belœil assiste à une augmentation de l'itinérance ainsi que des problèmes sociaux engendrés par la pauvreté et les dépendances de toutes sortes. La contribution financière du ministère permettra de poursuivre la réalisation d'actions issues du Plan d'action 2013-2017 de la Politique familiale et des aînés. Le maintien du travailleur de rue embauché l'an dernier et affecté au territoire de Belœil permettra de rejoindre les personnes vulnérables.
Ville de Candiac	26 590 \$	Pour contrer le sentiment d'insécurité dans les parcs, la Ville de Candiac, en collaboration avec la Régie intermunicipale de police de Roussillon, s'est dotée d'une politique et d'un plan d'action visant l'amélioration du sentiment de sécurité des citoyens. Cette démarche consistait à mobiliser les partenaires et à créer un comité consultatif de sécurité urbaine. À la suite de cet exercice, la Ville de Candiac a adopté une politique et un plan d'action assorti de mesures préventives afin d'améliorer le sentiment de sécurité des citoyens. Des patrouilles à vélo et de parcs sécurisent les citoyens par leur présence et leurs actions.

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS
EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2017-2018**

Ville de Châteauguay	n/a	Le secteur du parc Mercier est le théâtre de rassemblements de jeunes où délinquance et criminalité sont observées. Pour contrer ce problème, la Ville, par l'entremise de son service de police, a élaboré un plan d'action afin de rétablir le sentiment de sécurité des citoyens et des employés municipaux qui fréquentent ou travaillent dans le secteur de l'agora citoyenne. En cohérence avec ce plan, la Ville priorise la mise en place d'une patrouille à vélo et d'autres mesures, telles que plus d'éclairage, des pancartes, des caméras de surveillance, une présence policière accrue ainsi que l'offre d'un programme d'animation après-école, etc.
MRC des Maskoutains	25 000 \$	Dans le cadre de la nouvelle Politique de la famille et du développement social, la MRC des Maskoutains souhaite poursuivre toutes les activités inscrites au plan d'action, dont la mise en place de structures de protection en lien avec la fraude, l'usurpation et la maltraitance envers les aînés. Les mesures mises de l'avant dans ce plan influent positivement sur la qualité du milieu de vie des familles et des aînés de la MRC. Une ressource en travail de milieu a aussi été désignée pour soutenir, accompagner, sensibiliser et informer les aînés résidant sur le territoire. Ce filet de sécurité permettra de renforcer les facteurs de protection liés aux différentes problématiques recensées.
Municipalité de Saint-Chrysostome	25 000 \$	Le projet Apprentis MDJ offre aux jeunes de 10 à 17 ans un lieu sain et sécuritaire pour réaliser des ateliers sous diverses formes par des activités après-école à la Maison des jeunes. Différents projets leur permettent de conseiller la Municipalité en matière d'activités sociales et estivales. Un réseau de pairs mentors facilite l'accès aux moins jeunes à la Maison des jeunes avant 18 h et ces derniers sont à leur tour mentors aidants pour leurs cadets. Les pairs mentors soutiennent ainsi les plus jeunes dans leurs devoirs et leur offrent un soutien social.
Ville de Saint-Hyacinthe	4 600 \$	La Ville de Saint-Hyacinthe a inauguré un nouveau parc de planche à roulettes au printemps 2017. Des intervenants sur le terrain y sont affectés pour agir promptement contre le vandalisme, les graffitis, l'intimidation, la vente et la consommation d'alcool ou de drogues sur les lieux, etc. Un comité d'usagers a aussi été formé. Le projet avait pour objectif de créer, dès le départ, un sentiment de sécurité envers ce parc afin que les citoyens se l'approprient et en gèrent eux-mêmes l'ambiance ainsi que son bon fonctionnement. Cette action est directement en lien avec le Plan d'intervention 2014-2017 de la Politique citoyenne.
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	50 000 \$	La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu entend poursuivre la réalisation d'actions en prévention de la criminalité directement liées avec les consultations, les orientations et la prise de position de la Ville et de son Plan stratégique 2016-2026 Vision 360°. Devant la recrudescence des problèmes psychosociaux ayant des incidences sur le mieux-être de la communauté et la sécurité des citoyens, la Ville, appuyée par ses partenaires, poursuit le développement d'un programme d'intervention systématique et adapté à sa réalité.
Municipalité de Saint-Jude	32 000 \$	La Municipalité de Saint-Jude a élaboré un plan d'action en fonction des préoccupations des citoyens. Le Comité d'action des citoyens en sécurité publique permet de créer un engagement au sein de la communauté. Un coordonnateur en loisirs soutient le comité pour l'élaboration d'activités destinées aux adolescents, dont celles du NEURF. Le service d'animation après-école répond aux besoins des jeunes en situation de vulnérabilité ou qui risquent d'adopter des comportements délinquants au parc de planche à roulettes. D'autres projets ont été mis sur pied dont Les Mémoires rochevilloises avec des aînés de la municipalité. La Sûreté du Québec est partenaire du projet pour tous les volets.
Ville de Saint-Pie	25 000 \$	Depuis la mise à jour de la Politique de la famille de Saint-Pie, la Ville souhaite poursuivre sa collaboration avec le Centre de la famille Saint-Pie en offrant le service d'animation après-école destiné aux jeunes présentant des risques d'adopter des comportements délinquants. Ce service est offert entre 15 h et 18 h du lundi au vendredi. Il s'agit d'un service supervisé et gratuit répondant aux besoins des jeunes. Un comité consultatif jeunesse permet d'impliquer davantage les jeunes dans l'amélioration de la sécurité de leur milieu.

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS
EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2017-2018**

Ville de Sainte-Catherine	33 200 \$	Dans les villes de Sainte-Catherine et de Delson, plusieurs parcs sont problématiques. La réalisation d'un diagnostic permettra de s'assurer que la population a une bonne compréhension des problèmes qui sévissent dans certains d'entre eux. Pour mieux répondre aux besoins de sécurité de la population, le programme d'animation après-école a été mis sur pied. L'escouade vélo facilite quant à elle la mise en place de mesures dissuasives par une présence accrue dans les parcs visés.
17 – Centre-du-Québec		
MRC d'Arthabaska	25 000 \$	Le projet Penses-y avant de publier - Phase III, issu des priorités d'intervention de la MRC d'Arthabaska, vise à promouvoir un environnement sain et sécuritaire pour toute sa population. Le travail de sensibilisation entamé auprès des jeunes de la région sur les conséquences de leurs gestes et de leurs paroles dans les médias sociaux se poursuivra. Les jeunes seront rencontrés et informés sur des techniques de gestion de conflits qui peuvent s'appliquer tant à l'école qu'à la maison.
MRC de Bécancour	40 000 \$	La MRC travaillera conjointement avec les partenaires du milieu à la réalisation du portrait de sécurité de la MRC et à l'élaboration d'une politique et de son plan d'action en matière de prévention de la criminalité. Trois secteurs présentant des niveaux de sécurité précaires ont été ciblés, soit Gentilly, Sainte-Angèle-de-Laval et Manseau. Par ailleurs, la situation géographique du territoire fait en sorte que les organismes d'entraide ne peuvent répondre à l'ensemble des besoins. Le maintien d'un travailleur de rue supplémentaire dans les différents milieux de vie permettra de bonifier le service et de l'arrimer aux conclusions du portrait de sécurité. De plus, une démarche auprès des partenaires a débuté afin d'améliorer l'offre de services pour les jeunes grâce à l'instauration d'un programme d'animation après-école.